

L'argent pas très catholique du grand lycée musulman de France

L'AFFAIRE menace désormais les réseaux de financement de l'enseignement islamique et de toutes les mosquées contrôlées par les Frères musulmans. La chambre régionale des comptes (CRC) des Hauts-de-France vient de saisir la justice après avoir mis son nez dans les documents du lycée Averroès de Lille. Cet établissement privé, qui compte 800 élèves et figure au classement des meilleurs de France, a fait l'objet d'un contrôle parce qu'il empochait des subventions publiques, notamment du conseil régional. Lors de leurs investigations, les magistrats ont découvert que cette école brassait, en plus des subsides publics, beaucoup d'oseille suspecte, venue de l'étranger ou de la poche des ouailles.

Merci au roi d'Angleterre

La CRC, dans son rapport provisoire, a calculé que, entre 2011 et 2016, l'association de gestion du lycée Averroès a encaissé, au bas mot, 1,9 million de dons et de prêts « douteux ». De généreux prêteurs qui, pour la plupart, n'ont pas jugé bon de récupérer leurs billets. La majorité des oboles provient de mosquées du nord de la France affiliées aux Frères musulmans. Celle de Tourcoing, ville longtemps administrée par l'actuel ministre des Cultes, Gérard Darmanin, a ainsi fourgué pas loin de 1.100 000 euros. Selon les magistrats, certains montants « paraissent extrêmement élevés » et de grosses variations

sont notées d'une année à l'autre, parfois sans aucun rapport avec l'activité des mosquées. Moins il y a de fidèles, plus elles donnent... Avec d'autant plus de générosité que la collecte est intracable.

Le facteur donne toujours trois fois

Quelques fortunés donateurs préfèrent toutefois le virement à la quête. C'est le cas de trois résidents britanniques, pour des montants compris entre 11 000 et 21 000 euros. Les contrôleurs de la CRC s'étonnent que, pour deux d'entre eux, « *aucunes coordonnées personnelles ne soient disponibles* ». Charles III, peut-être ?

Un autre contributeur important d'Averroès est, lui, parfaitement identifié : il dirige l'association de gestion d'une mosquée de la métropole lilloise. En décembre 2017, il prête 11 000 euros au lycée et, simultanément, reçoit sur son compte un versement équivalent – provenant du trésorier de la Ligue islamique du Nord, tenue par les Frères musulmans. Le même contributeur a aussi procédé à quelques transferts au profit de deux sociétés financières immatriculées au Luxembourg. Une terre d'évangélisation ?

Interrogés par les magistrats, les dirigeants de l'établissement scolaire ont juré que, depuis 2016, la manne financière venue de l'étranger – en particulier du Qatar – était tarie. Si le directeur financier « chargé du lien avec les donateurs étrangers » a

fait, jusqu'en juillet dernier, plusieurs déplacements dans le Golfe, c'était uniquement pour prendre le soleil...

Au chapitre du tourisme, toujours, le président de l'association de gestion du lycée a fait verser par les deux agences de voyages qu'il dirige pas moins de 49 000 euros à Averroès. D'autres petits commerces ont également craché au bassinnet. Parmi eux, un restaurant. Son patron, par ailleurs donateur à titre personnel, a simplement omis de déclarer ses dons au fisc. C'est ballot, il aurait eu droit à une exonération fiscale – et non des moindres : 60 % de la valeur du don en crédit d'impôt !

Soucieuses, sans doute, de se montrer discrètes, certaines boîtes ont donné du pognon à des quidams afin que ces derniers reversent en leur nom le pactole au lycée. L'un de ces « facteurs » a ainsi prêté 30 000 euros en mars 2006 à Averroès. Peu de temps avant, il avait reçu 220 000 euros de la part d'une

société de faxis ! A quel titre ? Lorsque l'établissement scolaire l'a remboursé, il a signé un chèque de 25 000 euros à un « destinataire inconnu ». Le pape ?

Encore une bizarrerie : l'absence de mouvements bancaires sur les comptes de l'extrésorier du lycée et de son épouse. Lui est prof au bahut, tandis que madame exerce « une activité à temps partiel faiblement rémunérée ». Pourtant, « en dehors des prélèvements mensuels courants », le couple ne dépense « pratiquement rien ». Ils vivent d'amour de Dieu et de liquide ?

Interrogé par « Le Canard enchaîné », la direction du lycée a réfuté en bloc les accusations de la chambre régionale des comptes, les qualifiant de « mensongères (...), portant atteinte à son intégrité et sa réputation. » Et de menacer le volatile de poursuites judiciaires s'il lève le voile sur son financement très discuté.

Didier Hassoux
et Christophe Labbé

Un Français pron

Le Président veut obtenir un haut commandement

EMMANUEL MACRON a enfin compris que l'« Europe de la défense », dont il s'était voulu le champion, n'intéressait personne ou presque et que ses charmants voisins du Vieux Continent comptaient seulement sur les États-Unis pour assurer leur protection. Faute de pouvoir continuer de défendre une utopie, le Président a donc viré de bord... sans reconnaître que, désormais, la France ne serait plus un partenaire grognon, voire indocile, de l'Otan.

Les manœuvres « Orion », du 17 avril au 5 mai (12 000 hommes, 2 300 chars et véhicules, 130 avions, etc.), menées avec la participation de six pays alliés, sont déjà la preuve de cette évolution. Et en voici la confirmation : ainsi que l'a décidé Macron, l'armée de terre devra former un type de division « conforme aux standards de l'Otan » et capable d'intervenir au loin, quand cela s'avérera nécessaire, en une trentaine de jours.

Objectif recherché : deux de ces futures unités de 10 000 Français chacune se-

ront mises au service de l'Alliance atlantique. En leur confiant ce rôle, dit-on au ministère des Armées, Macron veut obtenir pour la France un poste de commandement de corps d'armée (60 000 hommes) : une importante responsabilité qui n'avait jamais été confiée à un Français.

Aucun préjugé de genre gaulliste

Un général, Philippe Lavigne, occupe bien un poste élevé au sein de l'Otan, mais sa mission n'est pas « opérationnelle ». Il est notamment chargé de réfléchir à la transformation de l'Alliance et à l'adaptation de sa doctrine militaire.

Le patron de l'armée de terre, Pierre Schill, ne paraît avoir aucune réticence de « genre gaulliste » à l'égard de l'Otan. Il l'a confirmé en ces termes lors des manœuvres « Orion » : « La France est en train d'assister à un changement d'ère stratégique, qui se traduit par le fait que la guerre est revenue en Europe », et, avec deux divisions promises à l'Alliance, ajoute-t-il, « l'ar-

